

La trajectoire de la crise

Michel Husson, à paraître dans *L'Ecole émancipée*

Il y a plus d'un an maintenant que la crise a éclaté, et elle se diffuse depuis comme une traînée de poudre, sans que l'on sache où elle va s'arrêter. Cette crise structurelle va durer et remettre en cause les fondements du capitalisme néo-libéral.

Une réaction en chaîne

Ce qui frappe avant tout c'est la concomitance de différentes crises. Au début, il y a la crise des *subprimes* aux Etats-Unis que l'on peut donc qualifier de crise financière et bancaire. Mais elle s'est accompagnée d'une crise énergétique, avec l'augmentation du prix du pétrole, d'une crise alimentaire résultant de la hausse des prix agricole, d'une crise monétaire avec la chute du dollar, et finalement d'une crise de croissance avec un ralentissement marquée flirtant avec la récession dans la plupart des pays dits développés.

La thèse de la déconnexion, selon laquelle le dynamisme des pays dits émergents aurait pu compenser la tendance au ralentissement dans les pays riches, a fait long feu. Il n'empêche que la transmission à l'économie réelle des effets de la crise initiale suit une trajectoire inégale et combinée : elle n'est pas immédiate et suscite des contre-tendances. On se rappelle ainsi la jubilation exprimée par Christine Lagarde quand était tombé le chiffre de la croissance du premier trimestre en France : +0,4 %. C'était donc moins pire qu'on le craignait. Mais le second trimestre est venu démentir ce soulagement, avec un recul du Pib de 0,3 %. Aujourd'hui on prévoit une croissance zéro jusqu'à la fin de l'année, ce qui voudrait dire que la croissance sur l'année tournerait autour de 1 %, ce qui est évidemment très loin des hypothèses sur lesquelles a été construit le budget. Or, un point de croissance en moins, c'est environ 18 milliards d'euros, soit plus que le paquet fiscal, évalué à 15 milliards.

Aux Etats-Unis, les derniers chiffres connus sont moins mauvais que prévus, mais personne ne jubile, et certainement pas les millions de ménages que la crise immobilière et la montée du chômage frappent de plein fouet. Mais il est vrai que la crise suscite quelques contre-tendances : au cours des tous derniers mois, les prix du pétrole et des matières premières ont baissé, et le cours du dollar a remonté. Ces fluctuations à l'intérieur de la crise sont souvent amplifiées par les journalistes économiques, sans doute pour soutenir le moral de leurs lecteurs. Mais tous les organismes de prévision, que ce soit l'OCDE, le FMI ou la Commission européenne ont révisé leurs prévisions à la baisse. Ils prévoient dans le meilleur des cas une croissance molle pour 2008, et n'envisagent même pas un retour à la normale pour 2009.

Cette situation est donc très différente du krach boursier de 1987 qui avait déjoué la plupart des pronostics en conduisant à un rebond de l'économie mondiale dès l'année suivante. C'est un symptôme parmi d'autres montrant que la crise actuelle est d'une nature différente et qu'elle ne se résume pas à une simple purge. Plusieurs éléments font de cette crise une crise durable (on n'en sortira pas rapidement) et systémique (on ne peut pas revenir à la situation antérieure). Deux éléments essentiels sous-tendent ce pronostic. La configuration de l'économie mondiale de la dernière décennie était en effet caractérisée par une croissance à crédit des Etats-Unis financée par les capitaux venus du reste du monde, et notamment de Chine. Or, cet arrangement ne pourra pas être remis sur les rails.

La fin du modèle US

Le modèle de croissance de Etats-Unis depuis le milieu des années 1990 était une bizarrerie historique sans équivalent. Pour aller vite, la croissance a été tirée par la consommation des ménages qui augmentait très rapidement à cause de la baisse de leur épargne et d'un recours croissant à l'endettement. Les Etats-Unis vivaient donc au-dessus de leurs moyens et leur déficit commercial s'est régulièrement creusé. Pour un pays quelconque, une telle dégradation aurait conduit à une perte de substance de la monnaie, et à une récession nécessaire pour réajuster le tir. Mais les Etats-Unis ne sont pas un pays comme les autres : le dollar est la monnaie mondiale de fait, et la rentabilité offerte semblait à la fois élevée et garantie par le dynamisme de l'économie¹. Les capitaux affluaient donc aux Etats-Unis et finançaient leur déficit. Ce modèle ne peut pas être restauré : à l'intérieur, la crise du crédit va être très longue à éponger, et l'endettement des ménages ne pourra retrouver le même rythme de progression. A l'extérieur, les capitaux y regarderont à deux fois avant de venir s'investir dans une économie déséquilibrée par la crise financière.

La récente nationalisation de fait de Fannie Mae et Freddie Mac, ces deux énormes institutions financières chargées du refinancement immobilier, marque sans doute le partage des eaux. Cette socialisation des pertes est un phénomène classique : les institutions et les gouvernements ont pris la mesure de la crise, comme le montre aussi l'injection de liquidités par la Banque centrale européenne. Cela veut dire qu'un effondrement comparable à la grande crise des années 30 est peu probable, mais que l'apurement des comptes va s'étaler sur une longue période, un peu comme au Japon qui a mis une bonne dizaine d'années avant d'éponger les effets d'une crise comparable intervenue au début des années 90.

¹ voir Michel Husson, « [Etats-Unis : la fin d'un modèle](#) », *La Brèche* n°3, 2008.

L'Europe et la France en première ligne

La crise aura également des effets en retour sur la croissance des pays émergents, et notamment la Chine, qui est tirée par les exportations, dont le rythme devrait ralentir. Mais ces pays disposent d'une solution de rechange qui passe par un recentrage sur le marché intérieur. C'est finalement l'Union européenne qui devrait ressentir le plus profondément les conséquences de la crise, qui va servir ici de révélateur des fragilités de la construction européenne. Dans l'immédiat, la baisse du dollar reporte sur la zone euro le déficit de croissance global en augmentant le prix relatif de ses produits. Or, la Banque centrale européenne n'a aucun objectif en matière de change et n'intervient pas pour freiner l'appréciation de l'euro, qui pèse sur la croissance moyenne en Europe. Elle se crispe au contraire sur son objectif de stabilité des prix et redoute avant tout le déclenchement d'une spirale inflationniste au cas où les salaires augmenteraient pour compenser la hausse des prix. Elle maintient des taux d'intérêt élevés et contribue ainsi au ralentissement de l'économie qui lui semble le seul moyen, via la pression du chômage, de limiter les augmentations de salaires.

La faiblesse de l'Union européenne réside aussi dans l'hétérogénéité des économies qui la composent : ce n'est pas nouveau, mais le phénomène va être accentué parce que la crise va toucher de manière très différenciée les différents pays. Le Royaume-Uni est sans doute le pays qui va être soumis aux pressions les plus fortes, dans la mesure où ses bons résultats étaient en grande partie fondés sur la finance, l'immobilier et l'endettement de ménages. Vient ensuite l'Espagne dont le boom économique récent était tiré par l'immobilier. En revanche, l'Allemagne tire plutôt bien son épingle du jeu en augmentant ses parts de marché en Europe au détriment des autres pays de l'Union, et en les conservant sur le reste du marché mondial.

L'Europe ne peut remédier à cette divergence croissante, en raison même de son mode de construction, fondé sur la concurrence qui la conduit à refuser les politiques d'harmonisation et les instruments d'une intervention coordonnée, comme par exemple un budget européen. L'Union européenne est donc désarmée par rapport à la crise en raison des outils dont elle a décidé de se priver. Aux Etats-Unis, Bush a injecté des sommes considérables dans l'économie réelle, mais l'Europe n'a tout simplement pas les moyens d'envisager un tel plan de relance coordonné. Certains pays, comme l'Espagne, vont chercher à soutenir l'économie, mais cette voie est fermée à ceux, comme la France, dont le déficit budgétaire est déjà trop important selon les critères européens.

La France est de ce point de vue dans une situation particulièrement difficile, qui est encore aggravée par les « réformes » réalisées depuis un an. Le paquet fiscal et l'acceptation des normes européennes réaffirmée par Sarkozy dans le projet de traité « simplifié » interdisent tout soutien budgétaire à l'activité. La suppression de fait de la durée légale du travail représente un formidable encouragement pour les patrons. Ils auraient tort de ne pas profiter de l'occasion qui leur est offerte, à coût

à peu près nul, d'allonger la durée du travail et d'ajuster encore plus brutalement leurs effectifs. La crise leur servira ainsi de prétexte pour rattraper le retard de productivité de ces deux dernières années. L'emploi, qui avait augmenté de plus de 300 000 en 2007 va donc stagner cette année, et pourrait même reculer de 50 à 60000 personnes si les patrons font le plein des réserves de productivité. Cette dégradation de l'emploi et le recours aux heures supplémentaires dispenseront le patronat de maintenir le pouvoir d'achat, et le gouvernement se gardera de tout coup de pouce au Smic, et cette austérité salariale fera boule de neige pour plomber encore un peu plus la croissance.

Une crise systémique

Plus largement, la crise actuelle marque l'entrée en crise du modèle néo-libéral très inégalitaire qui s'est mis en place dans la plupart des pays au début des années 80. Sa caractéristique essentielle est une baisse continue de la part des richesses revenant aux salariés qui les produisent² (2). Cette tendance posait un problème dit de réalisation, la question étant de savoir à qui vendre une production en hausse si les salaires sont gelés. Or, c'étaient les revenus financiers qui assuraient les débouchés nécessaires. La crise est donc appelé à durer, parce qu'il n'existe pas de solution de rechange. Pour sortir en douceur de la situation actuelle, il faudrait que la répartition des revenus devienne plus favorable aux salariés afin que les principales économies se réorientent vers la demande salariale. Mais la crise ne suffira pas à convaincre les possédants d'emprunter spontanément cette voie.

Derrière la crise financière, on retrouve ainsi la question sociale, d'autant plus que tout va être fait pour reporter sur les salariés les effets du ralentissement. Mais il va être de plus en plus difficile de justifier que l'on baisse les salaires pour préserver les dividendes. Ce constat est un point d'appui essentiel pour la résistance à la rigueur et la refondation d'un projet de transformation sociale.

² voir Michel Husson, « [La hausse tendancielle du taux d'exploitation](#) », *Inprecor* n°534-535, 2008.